Diane ETHIER, Marie-Joëlle ZAHAR, collab.,
Introduction aux relations internationales

Montréal, Presses universitaires de Montréal, coll. Paramètres, 2003,
286 p.

Philippe Hamman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4624>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4624

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 360-362

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philippe Hamman, « Diane ETHIER, Marie-Joëlle ZAHAR, collab., *Introduction aux relations internationales* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 16 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4624> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4624>

d'un type de discours qui conserverait son identité par-delà ses variantes : qu'il s'agisse du territoire de diffusion et donc des publics, de la périodicité et donc du rapport à l'actualité, des contraintes stratégiques et donc des effets de concurrence, de la matière sémiotique et donc du rapport indicel ou non au réel, etc. Malgré les dénégations du second chapitre, la démarche apparaît comme illustration d'une hypothèse initiale : le fait divers comme type de récit contribuant à la construction identitaire d'une communauté plus ou moins élargie. On ne voit pas ce qui le distingue d'autres récits journalistiques ou médiatiques, et l'on se demande s'il convient encore de parler de genre à son propos. Car même si un texte constitue par ressemblance un genre avec un autre texte, ensemble ils se définissent en opposition à d'autres textes qui relèvent d'un autre genre à l'intérieur d'un même type de discours. Sans faire système, les genres journalistiques se définissent par exclusion réciproque. Et cet ensemble générique est le fruit d'une histoire, celle de la pratique discursive du journalisme, jamais achevée, où les genres naissent, se transforment, meurent comme mode de régulation des conditions dans lesquelles s'exerce cette activité de production symbolique : les stratégies des entreprises de presse, les choix éditoriaux des rédactions, les effets de la concurrence, les attentes des lecteurs et même d'une société, les règles déontologiques et les imaginaires professionnels, etc. C'est pourquoi rejeter l'interdisciplinarité dans un au-delà de l'analyse de discours, comme vérification des hypothèses d'effets de sens qu'elle aurait produites, paraît peu satisfaisant. Le genre est une dimension essentielle de différenciation des discours et se construit dans une pratique discursive qui est elle-même une pratique sociale et non un après de la production et un avant de la réception.

Ces réserves n'entament pas l'intérêt pour un ouvrage qui témoigne d'une connaissance intime de ce discours, et propose des positions éclairantes sur plus d'un aspect. Le problème de la sortie

d'une vision purement immanente de la signification, et donc de l'articulation des pratiques sociales et des pratiques langagières, est d'actualité. Ce livre apporte sa contribution à la controverse.

Jean-Michel Utard

Université Strasbourg 3

CRAPE, UMR/CNRS/IEP, université Rennes 1

jm.utard@wanadoo.fr

Diane ETHIER, Marie-Joëlle ZAHAR, collab.,
Introduction aux relations internationales.

Montréal, Presses universitaires de

Montréal, coll. Paramètres, 2003, 286 p.

Professeurs au département de science politique de l'université de Montréal et respectivement spécialistes des processus de libéralisation économique et de démocratisation politique, et des conflits interétatiques, Diane Ethier et Marie-Joëlle Zahar signent un ouvrage qui, comme son titre et la collection dans laquelle il s'inscrit l'indiquent, se veut un manuel d'accès à l'étude des relations internationales contemporaines. Celles-ci sont volontairement définies de façon large, englobant « les rapports de toute nature que les organismes publics et privés, les groupements de personnes et les individus des divers États ont noué entre eux dans le passé, entretiennent dans le présent et prévoient de développer dans le futur » (p. 13). En cela, l'apport pour les sciences de l'information et de la communication est loin d'être négligeable, s'articulant avec les réflexions classiques en sociologie qui s'intéressent à la communication interne et la direction au sein d'un groupe élémentaire et ses rapports à la société environnante avec les outils de communication de masse. En même temps, la pluralité des facettes et des entrées possibles dans cet objet (juridique, philosophique, politique, économique...) pose d'emblée la question de l'inscription disciplinaire. Désormais, on convient assez largement que l'étude des relations internationales constitue une des branches de la science politique (cf. Pierre Favre, Jean-Baptiste Legavre, dir., *Enseigner la science politique*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1998, pp. 231-240). Cette posture se retrouve en trame de l'ouvrage, qui ne devrait au demeurant pas trop « dépayser » le lecteur

français dans la mesure où les auteurs se situent dans un paradigme d'analyse francophone plus qu'anglo-saxon (davantage axé sur les intérêts et les stratégies des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux en termes psychosociologiques). Le livre couple l'examen des principales théories de la scène internationale avec celui des différents objets progressivement durcis, en particulier la pertinence ou non des perspectives stato-centrées par rapport à l'émergence de nouveaux acteurs et la place à accorder aux relations politiques et diplomatiques par rapport aux échanges économiques « globalisés ». Ainsi l'évaluation de la portée de la « mondialisation » peut-elle être tenue comme un fil conducteur qui traverse le manuel et en souligne l'actualité.

Rendons raison de la réussite pédagogique de l'entreprise : les auteurs livrent un manuel fort clair et doté d'une cohésion démonstrative. À cet effet, le propos est divisé en cinq parties qui permettent de saisir des interactions de plus en plus complexes entre les acteurs en présence. Le premier chapitre propose une présentation réfléchie des théories générales et de leurs penseurs essentiels (réalisme, libéralisme, marxisme, constructivisme...). Des cadres d'analyse, on passe à l'examen des acteurs-piliers : l'État souverain et, désormais, les organisations internationales. Le troisième chapitre s'intéresse à la politique étrangère des États, fournissant des outils de compréhension des processus de décision avant de questionner les lectures de la paix et de la guerre. Le point est aussitôt mis en parallèle avec le développement des relations économiques internationales, examinées suivant le même chaînon logique qui gouverne l'ensemble du manuel : l'exposé des théories classiques puis des principales composantes des échanges, enfin leurs pratiques à travers l'évolution du système économique international. On accède alors à un dernier chapitre portant sur les « nouvelles » relations internationales. Marie-Joëlle Zahar y évoque la multipolarité après la guerre froide, l'échec de l'importation de l'État occidental dans d'autres aires culturelles et la remise en

cause du cadre étatique face à de nouveaux acteurs consacrés, tels les individus en réseaux et les opérateurs économiques. Ceci suscite de nouveaux questionnements théoriques, à l'exemple de l'économie politique internationale, dont on retient la thèse du retrait de l'État (cf. Susan Strange, *The Retreat of the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996).

De la sorte, l'ouvrage remplit bien sa fonction de manuel de premier cycle. Sa mise en forme soignée y est également pour beaucoup. Les titrages apparents et précis guident la lecture et les tableaux de données ou de synthèse fournissent de bonnes visions d'ensemble, de même que les plans détaillés à l'abord de chaque chapitre. Ce livre constitue un outil de travail précieux, pensé comme tel, comme le montrent la mise en évidence appréciable dans le texte des principaux auteurs cités et le système de notes bibliographiques. Des supports d'exploration complémentaire sont également proposés, non seulement un choix de manuels et un index, mais encore de nombreux liens internet.

Encore ne faut-il point réclamer des auteurs autre chose que leur objet : rendre les acquis « canoniques » davantage que les débats les plus actuels, relégués dans le dernier chapitre. Ce choix pédagogique est justifiable, mais a le désavantage de découpler quelque peu ces discussions de leurs fondements antérieurs. De ce fait, un mode de raisonnement un peu différent est fréquemment retenu dans les manuels de relations internationales produits au sein de la science politique française, où l'inadéquation de l'instance étatique est davantage discutée. Les travaux du sociologue Norbert Elias sur les « transformations de l'équilibre nous-je » (*La société des individus*, Paris, Fayard, 1991) y sont mis en avant pour comprendre la scène internationale contemporaine comme l'œuvre d'une société mondialisée d'individus en réseaux et d'un ensemble d'États en interdépendance croissante, et saisir le développement conjoint des particularismes et de la globalisation (cf. Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde : sociologie de la*

scène internationale, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 1^{re} éd. 1995 ; Josepha Laroche, *Politique internationale*, Paris, LGDJ, 1998 ; Marie-Claude Smouts, dir., *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998). On retrouve la tradition anglo-saxonne marquée par les travaux de James Rosenau sur la gouvernance, comme l'ensemble des mécanismes de régulation existant dans une sphère d'activités donnée et qui fonctionnent, bien que ne provenant pas d'une autorité officielle étatique (*Governance without Government*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992). Cette notion qui, dans le champ des relations internationales, correspond à la coexistence de deux systèmes, l'un stato-centré et l'autre multicentré, occupe aujourd'hui une place d'importance dans les débats de science politique (cf. Jean-Pierre Gaudin, *Pourquoi la gouvernance ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002). Elle n'est toutefois qu'effleurée sur une demi-page (p. 260) par Diane Ethier et Marie-Joëlle Zahar. Ceci permet pourtant de penser de façon renouvelée les transformations de la scène internationale, à travers les modes de régulation qui se tissent et se délient. On peut alors affiner l'appréhension des modalités du « déclin » de l'État face à de nouveaux défis transnationaux : la violence transfrontière, mafias et terrorisme, les flux migratoires mais aussi communicationnels, ou encore la gestion des biens communs environnementaux, enjeux d'importance guère soulevés dans ce manuel.

De plus, la réflexion sur la mondialisation ne dispense pas de pointer un autre phénomène, celui des intégrations et recompositions régionales des institutions, flux et échanges. Cette dimension aurait mérité une place dans l'ouvrage, ce n'est pas être européanocentriste que de le suggérer, d'abord parce que l'on peut tout autant penser à la zone Asie-Pacifique ou à la concurrence ALENA-MERCOSUR sur le continent américain, ensuite parce que la construction européenne permet de réfléchir sur la dichotomie international vs supranational et sur les modalités pour le chercheur d'appréhender ces processus d'intégration – Christian Lequesne suggère

ici une approche centrée sur l'eupéanisation des ordres politiques nationaux à travers les évolutions des politiques publiques (in : Marie-Claude Smouts, dir., *Les nouvelles relations internationales*, op. cit., pp. 103-134). De la sorte, on est davantage armé pour aborder la politique étrangère des États sous l'angle de la pluralité des acteurs qui participent à sa définition – pas uniquement le ministère des Affaires étrangères, mais aussi les services du chef de l'État et du chef du gouvernement et le Parlement. Diane Ethier et Marie-Joëlle Zahar le soulignent (chap. 3). On regrettera simplement l'absence d'une problématique plus élaborée quant aux processus divers qui composent « la » politique étrangère. À travers le cas français, abordé en termes de « programme d'action publique », Marie-Christine Kessler a en effet bien montré en quoi il s'agit là de dynamiques multisectorielles, qui ne se résument pas à la « haute politique », mais comprennent tout à la fois la diplomatie européenne, la diplomatie économique, la coopération et l'aide au développement, la diplomatie culturelle et la francophonie, les diplomaties « parallèles » enfin : aide d'urgence, relations avec les ONG (*La politique étrangère de la France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999).

Ces quelques remarques ne remettent pas en cause l'attention que l'ouvrage de Diane Ethier et Marie-Joëlle Zahar mérite largement, tant comme instrument de travail qu'au titre des analyses qu'il rassemble avec rigueur et efficacité. Il reste un petit regret : la question de la difficile maîtrise des flux d'information par les États et les organisations internationales dans un espace mondial où se multiplient les réseaux asymétriques de la gouvernance n'est pas abordée. Or, elle intéresse sans doute le lecteur de la revue et s'impose comme un enjeu d'analyse ; l'Internet en constitue un champ d'étude exemplaire – que l'on songe à Paul Mathias (*La Cité Internet*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997).

Philippe Hamman

GSPE, IEP Strasbourg

CRESS, université Strasbourg 2

ph.hamman@wanadoo.fr